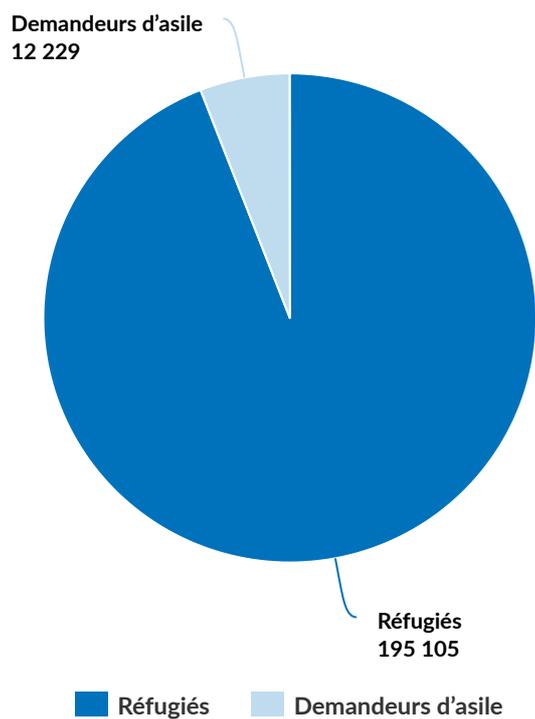


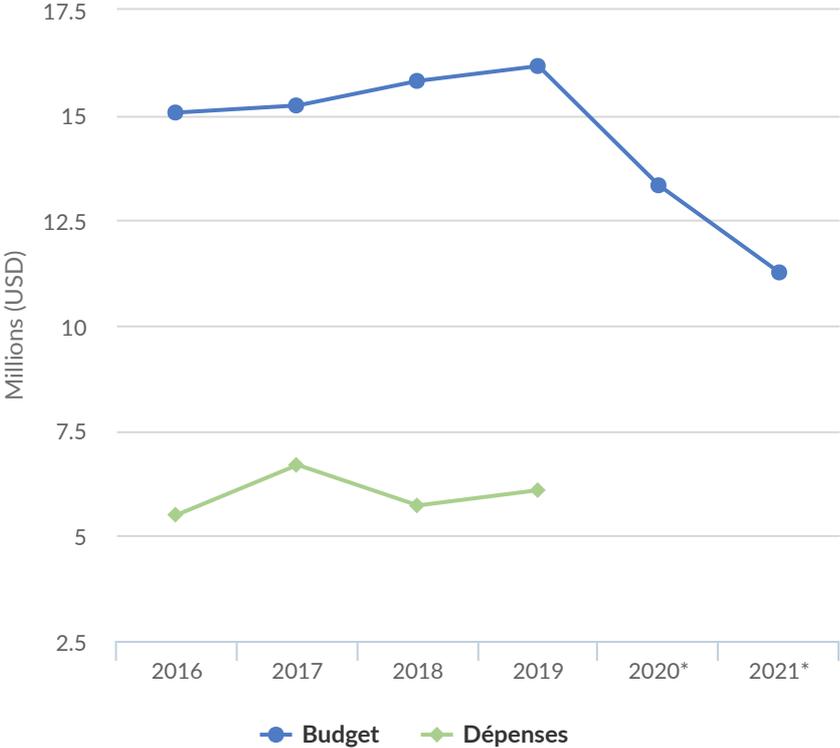
Personnes relevant de la compétence du HCR

- 0% EN 2019

2019	207,334
2018	207,848
2017	207,665



Budgets et Dépenses - Inde



CHIFFRES DE PLANIFICATION CLÉS POUR 2021

11 340 femmes recevront des articles sanitaires

6 500 réfugiés dont la vulnérabilité sera évaluée

6 000 réfugiés percevront des aides en espèces à usages multiples

4 000 ménages auront accès à une aide saisonnière

4 000 réfugiés bénéficieront d'un transport pour être rapatriés dans la sécurité et la dignité

3 000 enfants suivront des programmes d'enseignement accéléré

2 000 enfants âgés de trois à cinq ans seront scolarisés en maternelle

600 réfugiés suivront une formation commerciale ou à l'entrepreneuriat

300 réfugiés seront aidés pour accéder à la naturalisation

Environnement opérationnel

En 2021, à l'appui des activités du Gouvernement pour apporter protection et assistance aux réfugiés, le programme du HCR aura pour but de satisfaire les besoins essentiels de quelque 36 361 réfugiés et demandeurs d'asile urbains. De plus, l'organisation prévoit de continuer d'assister les réfugiés sri-lankais souhaitant rentrer volontairement chez eux.

L'Inde a une longue tradition d'accueil des réfugiés originaires de la sous-région et au-delà. Le Gouvernement assure directement la protection et l'assistance de certains groupes de réfugiés, alors que pour d'autres groupes, le HCR l'aide dans cette tâche.

Le Gouvernement et les autorités ont accepté que les réfugiés et demandeurs d'asile poursuivent leurs études dans les écoles publiques, qu'ils aient accès aux établissements de santé de base, bénéficient de services essentiels de développement et de protection de l'enfance, ainsi que des services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène, parmi d'autres.

En 2021, le HCR continuera de collaborer avec les institutions nationales pour la protection et l'aide humanitaire, notamment en soutenant le renforcement de leurs capacités. Il travaillera de plus en plus avec la société civile pour promouvoir des solutions locales et l'appropriation du processus. De nets progrès ont été accomplis ces dernières années et le HCR poursuivra ses activités de plaidoyer et de partenariat pour garantir l'inclusion des réfugiés dans la planification des objectifs de développement durable des Nations Unies.

Les réfugiés rencontrent souvent des handicaps supplémentaires par comparaison aux communautés hôtes à faible revenu, par exemple l'incapacité d'avoir accès aux services financiers élémentaires, de gagner leur vie et de bénéficier de réseaux de sécurité sociale de base. Ces handicaps supplémentaires augmentent leur précarité économique face à la pandémie de COVID-19 et les exposent aussi à des risques pour leur protection, leur sécurité et leur santé.

Pour réaliser les objectifs de protection et les objectifs de développement durable, le HCR s'efforcera de veiller à ce que nul ne soit laissé pour compte et s'efforcera d'atteindre « ceux qui en sont les plus éloignés en premier ».

Priorités principales

En 2021, le HCR se concentrera sur les activités suivantes :

- Aider le Gouvernement à protéger les réfugiés en milieu urbain, consolider la résilience des réfugiés, réaliser les objectifs de développement durable et élargir l'accès aux solutions dans les pays tiers.
- Collaborer avec le Gouvernement et les agences des Nations Unies pour renforcer les capacités des autorités, de la société civile et des communautés en vue de trouver des solutions locales et de favoriser l'appropriation du processus.

- Compléter les activités socioéconomiques du Gouvernement en mobilisant l'aide humanitaire et au développement pour les réfugiés et les communautés qui les ont accueillis, en collaboration avec d'autres agences des Nations Unies.
 - Collaborer avec un vaste éventail d'acteurs pour mettre en œuvre ces priorités essentielles. Si le Gouvernement est son principal partenaire en Inde, le HCR travaillera aussi avec les agences des Nations Unies présentes dans le pays, des partenaires multilatéraux, la société civile, le secteur privé, les médias et les organisations universitaires, de même que les acteurs du développement.
-